
Mobilisation pour l'emploi, les salaires, la retraite

Le gouvernement a dévoilé les orientations de sa « réforme des retraites ». Pour l'essentiel, il s'agit d'un projet qui s'inscrit dans la tradition libérale des précédents gouvernements de droite. S'il devait être adopté, les retraités, les jeunes et le monde du travail, dans son ensemble seraient lourdement et durablement pénalisés, au profit - comme toujours - des intérêts patronaux.



Pierre Gattaz
MEDEF

Pierre Moscovici
Ministre de l'Économie

Résumé du projet « retraites », version Hollande-Ayrault, cuvée 2013 :

- **Augmentation des cotisations :** le financement du « déficit » (7.3 milliards) repose exclusivement sur l'effort des salariés et des retraités (voir les 2 points suivants).
- **Baisse des pensions de retraites :** la revalorisation annuelle des pensions de retraite sera décalée de 6 mois (d'avril à octobre) et la majoration de 10% accordée aux retraités parents de trois enfants sera désormais soumise à l'impôt sur le revenu.
- **Exonération des cotisations patronales (une de plus !):** l'augmentation des cotisations patronales pour la retraite sera intégralement compensée par une baisse des cotisations CAF, lesquelles ne sont actuellement financées que par les entreprises. Qui paie ?
- **Allongement de la durée de cotisations :** en 2020, 41 ans et trois trimestres, puis de 2020 à 2035, augmentation d'un trimestre tous les trois ans et passage à 43 ans de cotisation à partir de 2035.
- **Compte pénibilité, patronat exonéré (et encore une de plus !):** un compte personnel « pénibilité », serait mis en place à partir de 2015 afin de permettre aux « salariés exposés à la pénibilité » de partir plus tôt en retraite. Le patronat, qui devait initialement financer ce compte serait finalement exonéré. Qui paie ?
- **Précarité des femmes :** prise en compte des carrières à temps non complet des femmes, notamment pour congés maternité (uniquement sur les revenus inférieurs à 1,5 Smic)

Une mesure, dont il faudrait toutefois préciser les modalités d'application, va plutôt dans le bon sens : la prise en compte de la précarité des femmes. Au nom de cela, le gouvernement nous demande d'avaler le reste : une grosse couleuvre libérale. C'est cher payé ! Contrairement à d'autres syndicats, pas plus hier qu'aujourd'hui, la CGT n'accepte de brader l'avenir social au nom d'une logique d'ensemble qui pénalise lourdement le monde du travail en contrepartie des intérêts exclusifs du patronat.

Les efforts à sens unique, ça suffit ! Blocage des salaires, augmentation des impôts, baisse des prestations sociales, casse du service public : nous n'en pouvons plus de subir cette austérité alors qu'il existe tant de richesses illégitimes qui échappent à tout contrôle et fleurissent dans les paradis fiscaux. Toute ponction supplémentaire au détriment exclusif des salariés reste une provocation insupportable.

La propagande patronale, ça suffit ! La cupidité des patrons qui font tout pour échapper à leurs obligations est inadmissible, surtout quand il s'agit d'entreprises qui génèrent des profits. Ce n'est pas le « coût du travail » qui pose problème mais le coût du chômage, en particulier par le déficit de cotisations sociales que représente le « non-travail » ! Les cotisations ne sont pas des charges, elles profitent à tous !

Le pouvoir public au service des intérêts privés, ça suffit ! C'est par centaines de milliards – sommes largement supérieur au déficit de la retraite - que l'on compte le montant des cadeaux faits aux patrons et les profits boursiers exempts de la moindre taxation. Quels sont les résultats de ces largesses ? Le plus souvent, cela permet de dégager des profits supplémentaires, sur des investissements spéculatifs. Le circuit financier repose sur un faible niveau de travail humain et ne satisfait les besoins que d'une minorité. Cette richesse pourraient être mise au service de la société pour développer l'emploi (et donc remplir les caisses de la retraite), les services publics, la recherche, la prévention, l'urbanisme, la transition énergétique, etc.

Le sacrifice des futures générations, ça suffit ! Il faudrait que les salariés restent à la tâche au-delà de 65 ans, alors que la moitié des personnes âgées de plus de 55 ans sont au chômage. Il faudrait que l'on continue de travailler jusqu'à 67 ans (taux plein) alors que les jeunes, frappés de plein fouet par le chômage, peinent à trouver un emploi stable avant 27 ans (et espérer une retraite à 70 ans). Il y a du souci à se faire sur l'avenir de la démocratie quand un consensus politique semble s'imposer sur de telles stupidités ...

La casse programmée de la protection sociale, ça suffit ! En imposant à la fois la réduction des pensions et l'allongement de la durée de cotisations, l'idée se confirme dans les esprits (notamment les plus jeunes) que le système par répartition, tel que nous le connaissons depuis 1945, ne permettra plus d'assurer la retraite de chacun. Il en serait de même pour toutes les branches de la protection sociale (chômage, santé, famille, etc.). On nous incite à nous orienter vers des souscriptions individuelles à des assurances. On comprend pourquoi : la protection sociale représente un juteux pactole qui échappe encore au secteur privé. Non ! Ce n'est pas le principe de la répartition qu'il faut revoir mais son financement ! De l'argent, il y en a !

Priorité à l'emploi, aux salaires, au développement industriel !

Pour le partage des richesses et du travail ! Pour la retraite à 60 ans !

**Le mardi 10 septembre,
grève nationale
pour empêcher l'adoption
de la contre-réforme des retraites**

Manifestation locale, à 9 h devant la maternité des Lilas
pour exiger la mise en place d'une table ronde afin que les propositions de la CGT permettant de maintenir l'établissement aux Lilas soient étudiées

**Manifestation régionale, à la République
départ local à 13h45, au métro Mairie des Lilas**